

## Annexe 2

## Forme de l'attestation d'identification

## A. Forme et dimensions.

Rectangulaire.

Largeur : 7 cm.

Hauteur : 10 cm.

## B. Textes :

Recto : Les mots « Vlaams Gewest » et « Vaarvergunning », l'année de validité, l'emblème de la Communauté flamande.

Verso : Les textes :

— Nom et prénom du propriétaire de l'embarcation .....

— n° de la plaque d'immatriculation .....

— n° de la vignette de navigation et la période de validité.

## C. Couleur :

Les textes et l'emblème sont en noir, sauf les griffes et la langue de l'emblème de la communauté flamande qui sont en rouge.

L'attestation d'identification est de couleur jaune.

## D. Qualité :

En carton rigide, recto plastifié.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 avril 1993.

Le Ministre flamand des Travaux publics, de l'Aménagement du Territoire  
et des Affaires intérieures,

T. KELCHTERMANS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 1742

[S-C — 29307]

1er JUIN 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992  
portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 avril 1993;

Vu le protocole du 1er avril 1993 du comité de secteur IX et du comité des services publics provinciaux et locaux, section II, réunis conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Education,

Arrête :

Article 1er. L'article 2, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif du 31 août 1992 exécutant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, est complété comme suit :

« 4° les élèves qui sont dispensés de certaines périodes hebdomadaires dans l'enseignement secondaire de plein exercice en raison de la formation suivie à l'Académie de musique ne sont pas comptabilisés dans le calcul visé au 2°;

5° le nombre de périodes-professeurs visé au 2° est augmenté des deux quotients suivants :

a) nombre d'élèves visés au 4° qui ne suivent pas un cours de langues modernes comportant au moins 4 périodes multiplié par 8 et divisé par 20;

b) nombre d'élèves visés au 4° qui suivent un cours de langues modernes comportant au moins 4 périodes multiplié par 2 et divisé par 20. »

Art. 2. Dans l'article 4, § 1er, 3°, a, du même arrêté, les mots « , de deux périodes dans les autres groupes de l'enseignement technique de transition, » sont insérés entre les mots « enseignement technique de transition » et les mots « le nombre d'élèves inscrits ».

Dans l'article 4, § 2, 3°, a, du même arrêté, les mots « , de deux périodes dans les autres groupes de l'enseignement technique de transition, » sont insérés entre les mots « enseignement technique de transition » et les mots « le nombre d'élèves inscrits ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 6bis, rédigé comme suit :

« Article 6bis. Les élèves inscrits dans la quatrième année de réorientation visée à l'article 13, § 1er de l'arrêté du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire sont considérés comme :

1° inscrits dans le deuxième degré de l'enseignement technique de transition s'ils suivent une option de base groupée qui compte au maximum 12 périodes hebdomadaires;

2° inscrits dans le deuxième degré de l'enseignement technique de qualification s'ils suivent une option de base groupée qui compte plus de 12 périodes hebdomadaires. »

**Art. 4.** A l'article 11 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1er, 3°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10°, 11° et dans le § 3, le mot « option » est, chaque fois, remplacé par les mots « option de base groupée » et les mots « option groupée » sont, chaque fois, remplacés par les mots « option de base groupée »;

2° dans le § 4, le mot « réouverture » est remplacé par le mot « réorganisation » et les mots « ni les élèves qui y sont inscrits » sont remplacés par les mots « ni les élèves qui sont inscrits dans ces options, années ou degrés ».

**Art. 5.** A l'article 12 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1er, alinéa 1er, 3°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 14°, 15° et alinéa 2, 3°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 14°, 15°, le mot « option » est, chaque fois, remplacé par les mots « option de base groupée » et les mots « option groupée » sont, chaque fois, remplacés par les mots « option de base groupée »;

2° dans le § 1er, alinéa 1er, 12°, les mots « 8 élèves » sont remplacés par les mots « 6 élèves »;

3° dans le § 1er, alinéa 2, 12°, les mots « 10 élèves » sont remplacés par les mots « 7 élèves »;

4° dans le § 6, les mots « § 1er, alinéa 1er, 1° » sont remplacés par les mots « § 1er, alinéa 2, 1° »;

5° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 7. Pour apprécier le respect des minima de population fixés aux paragraphes 1er à 6, sont seuls pris en considération :

1° les élèves pris en compte en vertu de l'article 22 du décret;

2° les élèves visés à l'article 14bis. »

**Art. 6.** Dans le chapitre premier du même arrêté, il est inséré un article 12bis, rédigé comme suit :

« Article 12bis. La densité de population visée à l'article 18 du décret est celle déterminée au terme du dernier recensement publié au *Moniteur belge*. »

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 14bis, rédigé comme suit :

« Article 14bis. Pour le calcul de la population de référence, lorsqu'un élève change d'orientation d'études, de forme d'enseignement, d'année d'études ou d'établissement entre le dernier jour du 1er trimestre et le 15 janvier, il est retranché de la population où il figurait et ajouté comme s'il était inscrit dans son nouveau choix le premier jour du deuxième trimestre. »

**Art. 8.** Dans le même arrêté il est inséré un article 16bis, rédigé comme suit :

« Article 16bis. Le nombre d'élèves pris en compte pour l'application du chapitre 1er du décret est le nombre d'élèves réguliers à la date du 1er octobre de l'année scolaire précédente.

Tout établissement qui, à cette date, n'a pas atteint les minima fixés aux articles 3 et 4 du décret doit, au 1er septembre, procéder à la fermeture ou être fusionné avec un autre établissement.

Toutefois, pour l'année scolaire 1993-1994, l'établissement qui n'aurait pas atteint au 1er octobre 1992 les minima n'est pas tenu à procéder à la fermeture s'il atteint ces minima au 1er octobre 1993. »

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IIIbis, comprenant un article 16ter, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IIIbis. — *Utilisation des périodes-professeurs*

« Article 16ter. Un établissement qui organise un enseignement de type I peut transférer jusqu'à 10 % des périodes-professeurs attribuées au premier degré commun vers les autres degrés s'il réunit les deux conditions suivantes :

1° la taille moyenne des groupes du 1er degré commun ne dépasse pas 22 élèves;

2° une période au moins de rattrapage est attribuée par tranche complète de 10 élèves au sein du 1er degré commun.

Un établissement qui organise un enseignement de type II peut transférer jusqu'à 10 % des périodes-professeurs attribuées aux deux premières années de l'enseignement secondaire général vers les autres années si la taille moyenne des groupes dans les deux premières années de l'enseignement général ne dépasse pas 22 élèves. »

**Art. 10.** A l'article 18 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 1er est complété par l'alinéa suivant :

« Les alinéas 1er et 2 s'appliquent au nombre total de périodes-professeurs visé à l'article 17. »;

2° l'article est complété par les paragraphes suivants :

« § 4. Pendant les années scolaires 1993-1994, 1994-1995 et 1995-1996, le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions peut accorder dérogation aux limites de transferts entre les nombres intermédiaires de manière à permettre un passage progressif des résultats qui auraient été obtenus par le calcul fixé par le décret du 2 juillet 1990 précité aux résultats obtenus par le calcul fixé en application du décret.

§ 5. Les calculs visés aux §§ 1er et 2 s'effectuent en prenant comme population scolaire de référence celle prévue par les dispositions relatives au calcul du nombre total des périodes-professeurs. »

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1993.

**Art. 12.** Le membre du Gouvernement qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er juin 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,

E. DI RUPO

## VERTALING

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 1742

[S-C — 29307]

1 JUNI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;  
Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting d.d. 26 april 1993;  
Gelet op het protocol van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, 2e afdeling, in gemeenschappelijke vergadering d.d. 1 april 1993;  
Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, § 1 van het besluit van de Executieve d.d. 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt aangevuld als volgt :

« 4° de leerlingen die vrijgesteld zijn van sommige wekelijkse lestijden in het secundair onderwijs met volledig leerplan wegens de in de muziekacademie gevolgde opleiding worden niet meegeteld bij de berekening bedoeld in 2°;

5° het aantal lestijden-leraars bedoeld in 2° wordt met de 2 volgende quotiënten verhoogd :

a) aantal leerlingen bedoeld in 4° die geen leergang moderne talen met ten minste 4 lestijden volgen, vermenigvuldigd met 6 en gedeeld door 20;

b) aantal leerlingen bedoeld in 4° die een leergang moderne talen volgen met ten minste 4 lestijden, vermenigvuldigd met 2 en gedeeld door 20 ».

Art. 2. In artikel 4, §§ 1 en 2, 3°, a, van hetzelfde besluit worden de woorden « , 2 in de andere groepen van het technisch doorstromingsonderwijs » ingevoegd tussen « technisch doorstromingsonderwijs » en « het aantal voor elke leergang ingeschreven leerlingen ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 6bis ingevoegd : « Artikel 6bis. De leerlingen ingeschreven in het 4e heroriënteringsjaar bedoeld in artikel 13, § 1 van het besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs worden geacht ingeschreven te zijn :

1° in de 2e graad van het technisch doorstromingsonderwijs als zij een gegroepeerde basisoptie volgen met ten hoogste 12 wekelijkse lestijden;

2° in de 2e graad van het technisch kwalificatieonderwijs als zij een gegroepeerde basisoptie volgen met meer dan 12 wekelijkse lestijden ».

Art. 4. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, 3°, 5°, 6°, 7°, 9°, 10°, 11° en in § 3 wordt « optie » telkens vervangen door « gegroepeerde basisoptie » en « gegroepeerde optie » telkens vervangen door « gegroepeerde basisoptie »;

2° in § 4 wordt « heropening » vervangen door « reorganisatie » en worden de woorden « noch de leerlingen die er ingeschreven zijn » vervangen door « noch de leerlingen ingeschreven in die opties, jaren of graden ».

Art. 5. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1, 1e lid, 3°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 14°, 15° en 2e lid, 3°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 13°, 14°, 15° wordt « optie » telkens vervangen door « gegroepeerde basisoptie » en « gegroepeerde optie » telkens door « gegroepeerde basisoptie »;

2° in § 1, 1e lid, 12° wordt « 8 leerlingen » vervangen door « 6 leerlingen »;

3° in § 1, 2e lid, 12° wordt « 10 leerlingen » vervangen door « 7 leerlingen »;

4° in § 6 wordt « § 1, 1e lid, 1° » vervangen door « § 1, 2e lid, 1° »;

5° het artikel wordt aangevuld met een § 7 :

« § 7 Om na te gaan of de bevolkingsminima bepaald in de §§ 1 tot 6 nageleefd worden, neemt men enkel de leerlingen in aanmerking

1° die meegerekend worden krachtens artikel 22 van het decreet;

2° die bedoeld worden in artikel 14bis. »

Art. 6. In hoofdstuk I van hetzelfde besluit wordt een artikel 12bis ingevoegd :

« Artikel 12bis. De in artikel 18 van het decreet bedoelde bevolkingsdichtheid wordt bepaald na de laatste in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte telling ».

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14bis ingevoegd :

« Artikel 14bis. Voor de berekening van de referentiebevolking wordt een leerling die van studierichting, onderwijsvorm, leerjaar of inrichting verandert tussen de laatste dag van het 1e kwartaal en 15 januari, geschrapt uit de bevolking waarvan hij deel uitmaakte en toegevoegd alsof hij voor zijn nieuwe keuze ingeschreven was op de 1e dag van het 2e kwartaal ».

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 16bis ingevoegd :

« Artikel 16. Het aantal leerlingen dat meetelt voor de toepassing van hoofdstuk 1 van het decreet is het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober van het vorige schooljaar. Elke inrichting die de in de artikelen 3 en 4 van het decreet bepaalde minima op die datum niet bereikt, moet in september sluiten of samengevoegd worden met een andere inrichting.

Voor het schooljaar 1993-1994 moet de inrichting die de minima niet zou gehaald hebben op 1 oktober 1992, evenwel niet sluiten mits ze die minima wel haalt op 1 oktober 1993 ».

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IIIbis ingevoegd, met onderstaand artikel 16ter :

« HOOFDSTUK IIIbis. — *Aanwending van de lestijden-leraars*

Artikel 16ter. Een inrichting voor onderwijs van type I kan tot 10 % van de lestijden-leraars toegekend aan de eerste gemeenschappelijke graad overhevelen naar de andere graden op de volgende 2 voorwaarden :

1° de gemiddelde omvang van de groepen van de 1e gemeenschappelijke graad gaat 22 leerlingen niet te boven;

2° ten minste één inhaalstijd wordt toegekend per volledige groep van 10 leerlingen in de 1e gemeenschappelijke graad.

Een inrichting voor onderwijs van type II kan tot 10 % van de lestijden-leraars, toegekend aan de eerste 2 jaren van het algemeen secundair onderwijs, overhevelen naar de andere jaren als de gemiddelde omvang van de groepen in de eerste 2 jaren algemeen onderwijs 22 leerlingen niet te boven gaat ».

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° § 1 wordt aangevuld met volgend lid :

« De leden 1 en 2 gelden voor het totaal aantal lestijden-leraars bedoeld in artikel 17 »;

2° het artikel wordt aangevuld met §§ 4 en 5 :

« § 4. Tijdens de schooljaren 1993-1994, 1994-1995 en 1995-1996 kan de minister, bevoegd voor het secundair onderwijs, een afwijking toestaan van de grenzen van de overhevelingen tussen de tussentallen om geleidelijke overgang mogelijk te maken tussen de uitslag die zou verkregen zijn met de berekening bepaald bij voormeld decreet van 2 juli 1990 en de uitslag van de berekening bij toepassing van het decreet.

§ 5. De in de §§ 1 en 2 bedoelde berekeningen gebeuren op grond van de referentieschoolbevolking ingevolge de bepalingen betreffende de berekening van het totaal aantal lestijden-leraars ».

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1993.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit;

Brussel, 1 juni 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO

F. 93 — 1743

14 JUIJN 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le répertoire des options de base dans l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12bis, inséré par la loi du 11 juillet 1973, l'article 28, 3° et l'article 29, modifié par la loi du 11 juillet 1973;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, notamment l'article 19, § 3, l'article 24, alinéa 1er, 1° et 3° et 2°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'accord du Ministre-Président chargé du Budget, donné le 26 avril 1993;

Vu le protocole du 19 avril 1993 du Comité du secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Du répertoire des options de base*

Article 1er. Au deuxième degré de l'enseignement de transition, peuvent être organisées les options de base simples suivantes :

Langue moderne I	à 4 périodes
Langue moderne II	à 4 périodes
Sciences économiques	à 4 périodes
Sciences sociales	à 4 périodes
Latin	à 4 périodes
Grec	à 4 ou 2 périodes
Education physique (garçons)	à 4 périodes
Education physique (filles)	à 4 périodes
Education artistique	à 4 périodes
ou Education artistique : arts d'expression	à 4 périodes
Education technique et technologique	à 4 périodes